



## Pourquoi le grand oral du bac est vraiment une révolution

Malgré le Covid, le grand oral voulu par le ministre Blanquer est maintenu. Et pour cause: loin d'être un simple « gadget », ces vingt minutes de prestation orale transforment déjà les pratiques dans les lycées. Il fallait un courageux pour servir de cobaye, accepter d'être filmé et de voir sa prestation décortiquée par ses camarades. Et c'est donc Simon Ghesquière qui s'y est collé. En deux fois. Une première tentative fin décembre, s'apparentant à de la restitution de cours sur les subtilités des équations horaires. Une deuxième, trois semaines plus tard, prenant en compte les retours de la classe et du professeur et s'attaquant à un sujet beaucoup plus parlant : comment la science – en l'occurrence les fameuses équations horaires – peut aider un sauteur à la perche à passer 5,80 mètres, une hauteur digne d'un podium olympique. Entre les deux, un monde.

Il faut dire que le grand oral, pièce maîtresse du nouveau bac inauguré en juin prochain, est une gageure pour l'élève français. Dans toutes les enquêtes internationales, celui-ci se distingue par un manque de confiance en soi. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education nationale, en est conscient mais il assume : le grand oral est un « enjeu de société ». Selon lui :

« Il doit valoriser notre capacité collective à argumenter, écouter, aimer un point de vue différent du nôtre. »

Et, plus prosaïquement, mieux préparer les élèves aux exigences du monde professionnel et du supérieur.

Une petite révolution professionnelle

Lors de sa première prestation, celle de décembre, Simon, de fait, n'en mène pas large. Droit comme un i, il débite ses formules mathématiques à grande vitesse, esquisse une étrange pantomime pour figurer l'abscisse et l'ordonnée et conclut son propos par cette sentence définitive : « Donc  $C4 = 0$ , de là nous pouvons déduire que  $y = -1/2$  de  $GT$  carré +  $VO$  sinus de  $\alpha$ . Voilà. »

Lors de son second passage, mi-janvier, ses mains battent la mesure – un peu trop peut-être – et surtout le propos est nettement mieux construit et problématisé. La prestation n'est pas encore parfaite mais la métamorphose est évidente. Au point que les deux vidéos de Simon ont été mises en ligne sur le site de l'académie de Toulouse pour aider les futurs jurys à roder leurs évaluations.

Ce petit miracle, on le doit à Cédric Baurens, enseignant de physique-chimie au lycée de Lecture dans le Gers. Et pourtant, la mise en place du grand O, cette épreuve de vingt minutes – dont cinq minutes d'exposé debout sans notes sur un sujet librement choisi par le candidat, dix minutes de questions-réponses et cinq minutes d'échanges sur son projet d'études – constitue à ses yeux une petite révolution professionnelle.

« J'essaie d'avoir le cours le plus interactif possible mais des prises de parole aussi longues et sans supports dans des disciplines très écrites comme les nôtres, on ne travaille pas ça spontanément. D'autant que les nouveaux programmes sont très lourds et chronophages. Cela dit, réfléchir à ma pratique, être en mouvement, ça ne me gêne pas, au contraire. »

Simon a conscience de son privilège.

« Monsieur Baurens est un prof très impliqué qui anticipe beaucoup. Heureusement parce que, avec notre prof de maths, c'est plus compliqué. Quand on lui a parlé du



grand O en février-mars, il nous a dit : "Mais je ne sais pas comment faire, aucun document officiel n'est sorti." Depuis, il s'y est mis mais on est beaucoup moins avancé.

Le nouveau bac, voulu par Jean-Michel Blanquer, est en effet un examen à la carte, où les lycéens, en sus d'un tronc commun de quinze heures, choisissent deux spécialités majeures qu'ils devront présenter à la fois à l'écrit et à l'oral. Qu'ils y soient préparés. Ou non...

« Un gadget inutile »

Autre lycéenne – Adèle – et autre contexte scolaire – un lycée privé plutôt privilégié de l'Est parisien. La jeune femme a opté comme Simon pour les spécialités maths et physique, mais, pour le coup, ses professeurs se sont contentés de bloquer deux petites heures avant les vacances pour travailler sur le choix des questions. Et proposent des oraux blancs sur rendez-vous entre mi-mai et mi-juin. Point barre.

« J'ai cru comprendre qu'on nous laissait travailler en autonomie parce que nous sommes bons élèves et que les profs estiment prioritaire de boucler les programmes en vue de la prépa. »

Heureusement pour elle, Adèle a une mère pleine de ressources. Cet ange gardien, c'est Françoise Cahen, prof de lettres en banlieue parisienne et figure connue des milieux pédagogues. Mi-avril, elle publiait ce post faussement ingénu à destination des nombreux « collègues » abonnés à son fil Twitter : « Ma fille n'a pour l'instant aucune idée de ce que sera son grand oral (pas de sujet, aucun entraînement). Certains ont-ils commencé la préparation de cette épreuve ? » Résultat : 91 réponses, toutes différentes. Des grincheuses :

« Les connaissances théoriques pour le supérieur sont plus importantes que ce gadget inutile. Comme c'est obligatoire, ce sera fait, mais à l'arrache. »

Des vindicatives :

« Le grand oral, c'est l'ENA, quel sens pour des gamins de 17 ans, hormis satisfaire les fantasmes d'excellence de vieux cons ? »

Mais aussi beaucoup d'enthousiastes.

Ça n'était pas acquis. Depuis le début de l'année, l'épreuve est en effet au cœur d'une polémique comme l'Education nationale se plaît à les multiplier. Cela a commencé avec des pétitions de lycéens exigeant sa neutralisation. Avant de s'aggraver au printemps quand le syndicat majoritaire (le Snes-FSU) et les associations de profs spécialistes sont montés au front.

Sa grande faute aux yeux de ses détracteurs : générer des inégalités, la maîtrise de l'oral étant, selon eux, fortement marquée socialement, et ce a fortiori en période de Covid, alors que les heures de cours en présentiel ont pu varier du simple au double d'un établissement à l'autre. A cela, il faut ajouter une donnée historique : le bac, ce monument créé par Napoléon, demeure la clé de voûte du système scolaire français, un sujet hautement inflammable, donc. Et un élément de contexte plus politique : le Snes et le ministre sont en guerre ouverte, et le grand O, point d'orgue de la principale réforme éducative du quinquennat, est devenu « un totem qu'il faut défendre ou descendre à tout prix », comme le déplore Philippe Vincent, secrétaire général du Syndicat national des Personnels de direction de l'Education nationale (SNPDEN).

Les vertus du grand O

Dans cette « guéguerre », les positions bougent peu à peu. Longtemps sceptiques, le SNPDEN et les syndicats d'enseignants réformistes (CFDT et Unsa) ont adouci leurs positions. Parce que le ministre, le 5 mai, a fait un pas vers les candidats : ils pourront



s'appuyer sur des notes rédigées durant leurs vingt minutes de préparation et leur professeur pourra signaler les parties du programme non couvertes pour la séance de questions-réponses. Mais aussi parce que, « dans les salles des profs, on sent davantage d'attentisme que de franche opposition », croit savoir Philippe Vincent.

Sylvie Malhanche, professeur de sciences économiques et sociales au lycée Camille-Claudiel de Vauréal (Val-d'Oise) fait partie de ces enseignants retournés par l'épreuve des faits. Nous avons assisté début mai aux premières prestations de ses élèves. L'occasion d'écouter Cléa, future gardienne de la paix, débiter les médias prompts, selon elle, à exagérer les violences policières. Ou encore Salsabil explorer les liens entre les printemps arabes et la crise financière de 2008.

Sur la forme, les premiers volontaires n'avaient pas encore l'aisance de Simon. Mais leur intervention bien qu'un peu trop récitée montrait un bel engagement, salué à chaque passage par des salves d'applaudissements. Une ponctuation plus fréquente sur les plateaux télé que dans les salles de classe.

Pour les préparer, Sylvie Malhanche a fixé très tôt un échéancier et mis à disposition une plateforme collaborative (l'appli Padlet) pour qu'ils puissent amender les sujets des uns et des autres, poster leurs enregistrements et recevoir ses commentaires. Toute à son enthousiasme, la prof de SES a même consacré quatre heures de cours en mars à une simulation de conférence internationale sur le réchauffement climatique.

« Chacun avait un rôle. Les quarante-cinq premières minutes, j'ai eu des sueurs froides mais l'exercice s'est révélé très instructif. J'ai découvert que des élèves peinant à s'organiser à l'écrit jouaient un rôle moteur dans le collectif. Donc, non, l'oral avec des jeunes d'origine populaire ne creuse pas forcément les inégalités. Il peut même générer de la réassurance. »

Ce sentiment, on l'a retrouvé chez pas mal d'enseignants. Approprié et bien préparé, le grand O a des vertus qui dépassent de loin le « simple » apprentissage de l'oralité.

D'un côté, il incite les profs à s'intéresser au travail de leurs collègues (les questions pouvant être à cheval sur deux spécialités) ou à mettre en exergue les applications concrètes de leurs disciplines. De l'autre, il pousse les élèves à faire le lien entre leurs passions et leurs études (les surfeurs bossent sur les vagues, les rêveurs sur Pluton...), à mémoriser leurs cours de manière active, à développer leur esprit critique en s'évaluant les uns les autres.

Bref, il instille un peu de cette « pédagogie active », prônée tant par les sciences de l'éducation que par les sciences du cerveau, dans un lycée français qui, jusqu'à présent, se démarque par son conservatisme.

Les difficultés de mise en œuvre

Cette dimension n'est pas mise en avant par Jean-Michel Blanquer, peu enclin à associer son image à celle des « pédagogistes », cibles fétiches de la presse de droite, mais elle est totalement assumée par les deux copilotes de la réforme, l'universitaire Pierre Mathiot et l'inspecteur général Jean-Charles Ringard. On leur fait remarquer toutefois que si révolution professionnelle il y a, c'est sans affichage clair, sans moyens supplémentaires, et sans accompagnement digne de ce nom. Un « grand plan de formation mobilisant tout le monde du théâtre et de l'art oratoire » avait bien été annoncé il y a trois ans mais personne n'en a jamais vu la couleur. Tout repose donc sur la bonne volonté et la capacité d'autoformation des enseignants. Les deux compères n'en disconviennent pas.

Jean-Charles Ringard admet :

« Nous sommes très forts pour concevoir des politiques mais la mise en œuvre passe trop souvent à la trappe. Cela nourrit la défiance hélas. »



Et Pierre Mathiot abonde :

« C'est pour ça qu'au lieu de faire la réforme du lycée, nous avons fait la réforme du bac. La conclusion de ces quarante dernières années, c'est qu'il est vain de vouloir transformer l'école à coups d'oukases. "Si vous souhaitez changer le scénario du film, commencez par modifier la fin", nous a conseillé un ancien de la maison. Eh bien, ça marche. Les profs se mettent en mouvement et ceux qui résistent seront contraints de suivre. En termes d'éthos, ils ne peuvent pas se permettre de compromettre la réussite de leurs élèves. »

Etrange Education nationale, condamnée à faire compliqué quand elle pourrait faire simple. Car, si ce « pilotage par le bac » un peu retors fonctionne, c'est au prix d'une mise sous tension des personnels et des élèves, le temps que les pratiques des uns et des autres « s'harmonisent » comme le glisse poliment Pierre Mathiot. En attendant cette perspective lointaine, il faut accepter une part de disharmonie... pour ne pas dire de pagaille.

Différence d'appropriation de la réforme, on l'a vu. Mais aussi d'interprétation des consignes. Jusque dans le document de l'inspection générale fixant un cadre commun aux futurs jurys... Ces ambiguïtés, à six semaines de l'échéance, font mauvais genre. Et donnent la désagréable impression que l'anxiété légitime des élèves est passée pour pertes et profits.

Qu'en pensent-ils d'ailleurs nos candidats au bac, déjà maltraités l'année dernière par l'annulation tardive des épreuves anticipées de français ? Dans la classe de Sylvie Malhanche, une large majorité d'élèves estime que ce travail est à la fois utile et intéressant mais espère voir l'épreuve... neutralisée. Paradoxal ? Simon Ghesquière estime :

« Non, pas tant que ça. Passer un oral stressant devant deux inconnus, c'est pas trop mon truc. Et puis il y a la paresse. J'ai beau m'intéresser, moi, je reste un lycéen ! »

Pas de complexe néanmoins. En 1859, l'élève Emile Zola préféra devenir employé de douane que subir un nouvel échec à l'oral du baccalauréat.

